



Déclaration liminaire CTL

du 21/01/2019

Madame la Directrice des Finances Publiques 43, vous allez à nouveau annoncer, lors de ce Comité Technique Local, **la suppression de 14 emplois** dans notre Direction Départementale.

La CGT Finances Publiques 43 juge que cela est inadmissible et intolérable.

Comme par le passé, **La CGTFIP 43 dénonce encore fermement ces suppressions**, et le nombre d'agents présents devant notre Direction ce jour, avec tous ceux qui ont débadgé sur tous les sites extérieurs, démontrent, s'il en était besoin que trop c'est trop.

Depuis l'année 2010, c'est plus de vingt mille emplois qui ont été supprimés dans notre administration.

Comme toujours nos politiques, M. DARMANIN notre ministre vont nous expliquer qu'il faut **moderniser** la Fonction Publique et réduire les dépenses de l'État.

Dans le même temps, l'état distribue gracieusement aux entreprises, pour l'année 2018, 21 milliards d'euros au titre du «Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi »!!

De plus, il ne faut pas que ça profite aux salariés, donc pour bénéficier de l'aide il faut que le salaire ne dépasse pas 2,5 fois le SMIC.

En somme, on leur dit embaucher à bas salaires et l'État vous versera des aides. C'est un véritable scandale.

Quand on fait le calcul de toutes ces aides versées, c'est 140 milliards d'euros que l'état offre aux entreprises du secteur privé pour, **«soit disant»**, qu'elles créent ou du moins maintiennent des emplois.

Mais la réalité est tout autre, et nos dirigeants le savent très bien, cet argent va remplir les poches des patrons et des actionnaires de ces entreprises.

Elles n'ont nullement l'intention d'utiliser ce pactole pour créer des emplois et lutter ainsi contre le chômage.

Par exemple, on a encore pu le constater, très récemment, avec l'usine **FORD** de **BLANQUEFORT**, qui après avoir empoché des dizaines de millions d'euros d'aides publiques, décide, quelques années plus tard, de fermer son usine en laissant des centaines d'ouvriers à la porte. C'est cela la réalité, Madame la Directrice des Finances Publiques 43.

Et là, curieusement, on voit le ministre de l'Économie, les membres du Gouvernement venir jouer les grands seigneurs devant les médias, jurant par leurs grands Dieux, de ne pas laisser faire.

Mais au-delà de ses belles déclarations, où sont leurs actions?

Et pendant que l'état verse très généreusement de l'argent vers le secteur privé, il supprime, sans état d'âme des milliers d'emplois dans le secteur public. Des emplois pourtant nécessaires à la toute la population.

Pour la **Direction Générale des Finances Publiques (DDFIP)**, cela se concrétise par des fermetures de Trésoreries, celles-là même qui, sur des petites communes, représentent un lien essentiel entre tous nos concitoyens et notre administration.

Cette année, notre département est épargné par ces fermetures, suite à une décision politique, mais combien d'autres restent encore concernés. De plus on vous demande, Madame la Directrice des Finances Publiques 43, d'assurer le maintien de 3 sites qui devaient fermer au 01/01/2019 et cela avec 14 emplois en moins. Alors soyons sérieux et surtout responsables, dénonçons toutes et tous l'impossibilité de cette gageure.

Autre invention pour réduire les coûts et surtout les emplois, car si «En France on n'a pas de pétrole, mais on a des idées»: la dématérialisation.

Obliger nos concitoyens à déclarer, à payer sur internet leurs impôts et cerise sur le gâteau principalement par virement, sous peine d'une amende de quinze Euros, payable par chèque.

Devos n'est pas mort, vive notre Devos **DGFIP**.

Mais rassurons nous, devant ce gag, notre Directeur Général a dû renoncer à l'appliquer cette année devant la bronca d'usagers à jour de leur impôt.

Mais ce n'est, probablement, que partie remise!

En effet, en cette période de fièvre jaune, on entend des badabeus dénoncer un régime dictatorial. Manifestement ils ne savent pas ce qu'est une dictature. Par contre la **CGT FIP 43** constate que les diverses obligations citées ci-avant, peuvent très bien s'apparenter à de la dictature. Ce n'est pas parce que vous déclarez qu'il faut vivre avec son temps, internet etc, que l'on doit obliger tout citoyen à l'utiliser pour déclarer, payer par un moyen informatique.

Autre dérive actuelle pour éloigner le citoyen de nos services, c'est la réception par prise de «rendez-vous» toujours par informatique. Cela préfigure encore des jours de fermeture de l'accueil au public dans nos bureaux et bien sûr produira encore plus de suppressions d'emplois..

Alors oui, tout cet argent distribué, **doit servir**, à maintenir et à embaucher dans la **Fonction Publique et notamment à la Direction des Finances Publiques** pour garantir un service public de qualité et de proximité digne de ce nom.

En assurant à tous les agents qui y travaillent des conditions d'exercice acceptables.

Car, vous le savez aussi bien que nous, Madame la directrice, si les services continuent malgré ces suppressions à tourner correctement, ce n'est que grâce à une conscience professionnelle de très haut niveau doublée d'un professionnalisme sans faille.

La CGT Finances Publiques 43, ne peut que constater, une fois encore, que le bien être de ses agents, qu'un accès de qualité et de proximité à un service public pour tous ne sont manifestement pas des objectifs de la DGFIP.